

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (après-midi) 16 mars 2016

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

25 2016.RRGR.49 Motion 007-2016 Imboden (Berne, Les Verts) Modernisation et développement des maisons de naissance Motion ayant valeur de directive

N° de l'intervention: 007-2016
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 17.01.2016
Déposée par: Imboden (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Luginbühl-Bachmann (Krattigen, PBD)
Schnegg (Lyss, PEV)
Zybach (Spiez, PS) Keller (Hinterkappelen, Les Verts)
Cosignataires: 9
Urgence: accordée le 21.01.2016
N° d'ACE: 222/2016 du 24 février 2016
Direction: SAP

Modernisation et développement des maisons de naissance

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Adapter les règles et les bases légales pour que les créations ou les modernisations de maisons de naissance puissent bénéficier en temps utile d'un soutien, par le biais de subventions à l'investissement et/ou de prêts et de cautionnements.
2. Accorder une aide à l'investissement de 500 000 francs au sens de l'article 76 de la loi sur les soins hospitaliers (LSH) à la maison de naissance Luna (installée actuellement à Bienne), le seul établissement du canton de Berne proposant des soins périnataux gérés par des sages-femmes. Le but est de créer dans le canton de Berne une maison de naissance répondant aux exigences actuelles et proposant des soins périnataux sûrs, gérés avec compétence par des sages-femmes.

Développement :

Début décembre 2015, le Conseil-exécutif a pris connaissance du rapport préparé par la SAP en exécution du postulat 126-2013 « Modernisation et développement des maisons de naissance » et l'a publié. La Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) confirme dans ce rapport l'importance des soins périnataux gérés par les sages-femmes. Elle voit dans ce type de prise en charge centré sur la femme, dans son efficacité et dans la sécurité qu'il offre un modèle très prometteur. Un établissement de ce type existe actuellement dans le canton de Berne, la maison de naissance Luna à Bienne, qui est une pionnière dans son domaine. Luna existe depuis 2001. Dans un premier temps, la maison de naissance proposait des services ambulatoires en rapport avec la grossesse, la naissance, le post-partum et l'allaitement. Depuis 2008, elle propose également des services résidentiels d'accouchement, bénéficiant pour cela d'une autorisation du canton de Berne. Depuis le 1^{er} juillet 2009, Luna est une fournisseuse de soins résidentiels répertoriée sur la liste des hôpitaux, conformément à la loi sur l'assurance-maladie (LAMal). Les services qu'elle propose sont des prestations obligatoires prises en charge par l'assurance de base. Elle est devenue une société anonyme en 2010, les parts étant détenues en majorité par la sage-femme qui la gère.

La maison de naissance Luna est aujourd'hui à la limite de ses capacités, ses infrastructures sont désuètes et les locaux doivent être modernisés. Les tarifs des prestations hospitalières sont tels que la maison de naissance doit enregistrer un nombre élevé d'accouchements pour pouvoir tourner. Dans les locaux actuels et avec Bienne comme bassin de recrutement, c'est impossible. Luna prévoit donc de déménager dans la région de Berne où les chiffres des accouchements sont

plus élevés. Elle souhaite transformer une ancienne ferme d'Ostermundigen pour en faire une maison de naissance répondant aux exigences actuelles de confort et de qualité.

Le coût du projet est estimé à 3,35 millions de francs. Le financement est assuré à 80 pour cent. Manquent encore 680 000 francs que Luna espère trouver par du financement participatif, des cautionnements, des subventions et des dons.

C'est à ce titre qu'à l'automne 2014, la maison de naissance a demandé l'octroi d'une aide à l'investissement au sens de l'article 76 LSH ou, à défaut, un prêt ou même un cautionnement au sens des articles 73 ss LSH. En effet, elle n'a pas été en mesure de constituer des provisions qui lui permettraient de financer ses investissements car elle n'est reconnue comme fournisseuse de soins résidentiels au sens de la LAMal que depuis 2009 et elle ne peut facturer ses prestations à un tarif couvrant ses frais que depuis juillet 2009. La SAP a refusé la demande en tous ses points par courrier du 30 novembre 2015 en invoquant l'absence de bases légales.

Si le canton souhaite voir apparaître sur son territoire des établissements fonctionnant bien, satisfaisant aux exigences actuelles et répondant aux besoins croissants de soins périnataux gérés par des sages-femmes, il doit absolument soutenir et promouvoir les entreprises existantes. Celles-ci accomplissent un précieux travail de pionnier qui profite à la santé publique et qui est souhaité par de nombreuses femmes. Les moyens prévus par les articles 73 et 76 LSH permettent précisément de financer les investissements dans les projets prometteurs et sortant de l'ordinaire. Tel est le cas en l'occurrence, raison pour laquelle le canton doit accorder une aide à l'investissement.

Réponse du Conseil-exécutif

Introduction :

La présente motion relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

La présente motion concerne le versement de subventions cantonales. Les demandes d'octroi de telles subventions sont examinées par l'autorité compétente dans le cadre d'une procédure administrative, autorité qui jouit en règle générale d'une liberté d'appréciation considérable. Les décisions négatives peuvent faire l'objet d'un recours auprès de l'instance de recours compétente.

Point 1 :

En vertu des articles 70 et suivants de la loi sur les soins hospitaliers¹, qui a été adoptée par le Grand Conseil le 13 juin 2013 et qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014, et si l'organe compétent en matière de finances a autorisé la dépense correspondante, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) peut accorder des contributions, des prêts ou des cautionnements pour des restructurations, pour assurer des liquidités et pour des investissements. A cet égard, certaines conditions doivent être remplies (art. 71, 74 et 77 LSH). Conformément à l'article 139, alinéa 4 LSH, la compétence pour l'autorisation des dépenses est régie par la Constitution cantonale et par la législation sur le pilotage des finances et des prestations.

Les possibilités de soutenir financièrement les maisons de naissance existant déjà, les exigences de la motion à ce sujet sont satisfaites. La mesure dans laquelle ce soutien peut être apporté en temps utile dépend parfois des modalités financières du projet, du calendrier fixé, du moment auquel les subventions ont été demandées, du montant des subventions ainsi que des compétences en matière d'autorisation de dépenses afférentes.

Point 2 :

En l'espèce, c'est la SAP qui est compétente pour examiner la demande de la maison de naissance Luna, conformément aux dispositions correspondantes de la LSH.

Il ne ressortit ni au Conseil-exécutif ni au Grand Conseil d'évaluer au cas par cas les demandes de subventions.

En raison des prescriptions et bases légales mentionnées au point 1 mais surtout afin d'obtenir une aide financière dans les plus brefs délais, la maison de naissance Luna a demandé un cautionnement de quelque 499 000 francs. En vertu de l'article 152, alinéa 1, lettre a de l'ordonnance du 3 décembre 2003 sur le pilotage des finances et des prestations (OFP ; RSB 621.1), la SAP est également compétente pour autoriser cette dépense (jusqu'à 500 000 francs). D'après les documents de la maison de naissance Luna dont la SAP disposait au

¹ Loi du 13 juin 2013 sur les soins hospitaliers (LSH ; RSB 812.11)
CONVERT_aa1dfafcc591496d9abc89b74a4fd215 01.04.2016

moment de l'examen de la demande, il existait une lacune de financement ; les exigences légales n'étaient donc pas satisfaites. Dans ces circonstances, l'octroi du cautionnement aurait représenté un risque financier pour le canton. Ce serait également le cas si une aide à l'investissement au sens de l'article 76 LSH était octroyée.

Au vu de ce qui précède, le Conseil-exécutif estime que la demande des motionnaires doit être rejetée.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1: adoption et classement

Point 2: rejet

Le président. Der Regierungsrat betrachtet den Vorstoss als Richtlinienmotion. Wir haben eine Freie Debatte beschlossen. Ich gebe der Urheberin der Motion, Grossrätin Imboden, das Wort zur Begründung ihres Vorstosses.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). «Modernisierung und Weiterentwicklung von Geburtshäusern unterstützen»: So lautet der Titel der vorliegenden Motion, die von verschiedenen Motionärinnen eingereicht wurde. Geburtshäuser sind im Kanton Bern, aber auch schweizweit ein anerkanntes Angebot für stationär durchgeführte Geburten. Das Besondere daran ist, dass die Geburten von bestens ausgewiesenen, qualifizierten Hebammen geleitet und durchgeführt werden. Viele Frauen und werdende Eltern entscheiden sich bewusst für das Angebot. Es entspricht also einer Nachfrage. Geburtshäuser sind auf der Spitalliste des Kantons Bern als stationäre Leistungserbringer gemäss dem Bundesgesetz über die Krankenversicherung (KVG) vom 18. März 1994 (Stand am 1. Januar 2015) anerkannt. Dies gilt im Kanton Bern seit dem Jahr 2009 auch für das Geburtshaus Luna in Biel, das seit 2010 als Aktiengesellschaft organisiert ist. Da die Nachfrage gross ist, ist das Geburtshaus Luna an seinem heutigen Standort in Biel an die Grenzen seiner Kapazität gelangt; zudem sind die Infrastrukturen veraltet. Mit einem neuen Standort – und darum geht es hier – soll die Modernisierung, aber auch die Weiterentwicklung dieses Angebots ermöglicht werden. Betriebsabläufe sollen optimiert und Kapazitäten verbessert werden. Es ist also sehr klar der Wunsch vorhanden, das Angebot zu verbessern. Das hängt auch damit zusammen, dass mit den geltenden Spitaltarifen auch in diesem Bereich effizientes Wirtschaften gefordert ist. Mit dem neuen Standort soll das ermöglicht werden.

Das Geburtshaus Luna hat in Ostermundigen einen neuen Standort ausgewählt: ein altes Bauernhaus, das umgebaut werden soll. Kauf, Umbau und Renovation kosten 3,35 Mio. Franken. Die Finanzierung ist weitestgehend gesichert. In dieser Finanzierung gibt es verschiedene Standbeine. Die Hauptfinanzierung läuft über einen Hypothekarkredit, es gibt aber auch Kapitalerhöhungen, private Darlehen und Spenden Einzelner. Die Tarife, die zu tief waren, wurden in den letzten Jahren mehrmals neu festgelegt; dafür musste man bis vor Bundesgericht. Die besondere Tarifsituation des Geburtshauses ermöglichte es leider nicht, Rückstellungen für einen Aus- und Neubau zu machen. Deshalb stellte das Geburtshaus Luna beim Kanton ein Gesuch, wie es gemäss dem Spitalversorgungsgesetz (SpVG) vom 13.6.2013 (Stand 1.1.2014), das der Grosse Rat beschlossen hat, möglich ist. Artikel 70 bis 76 SpVG sehen vor, dass genau für solche Fälle Beiträge gesprochen werden können. In Artikel 70 SpVG steht, zur Förderung von Restrukturierungen könne man explizit für Listengeburtshäuser im Rahmen der dafür bewilligten Ausgaben Beiträge gewähren. Das wird im Gesetz noch detaillierter ausgeführt: Diese Beiträge können explizit für den Umbau der Infrastruktur gewährt werden. In Artikel 76 SpVG, Beiträge für Investitionen, steht etwas Ähnliches, und darum geht es hier. Ich verzichte darauf, den Artikel an dieser Stelle zu zitieren. Es gibt aber ganz klare gesetzliche Grundlagen.

Der Kanton bzw. die zuständige Abteilung Aufsicht des Spitalamts (SPA) hat Ende 2015 ein Gesuch des Geburtshauses für einen Finanzierungsbeitrag abgelehnt. Begründet wurde die Ablehnung damit, dass auch dann noch eine Finanzierungslücke bestehen bleibe, wenn der Kanton einen Beitrag leiste. Damit seien die gesetzlichen Vorgaben nicht erfüllt. Das bedeutet, dass der Kanton nur dann finanziert, wenn alle anderen Finanzierungsquellen bereits gesichert sind. Wer selbst in ein grösseres Umbauprojekt involviert ist, weiss, dass dies manchmal nicht einfach ist, weil alle am Schluss nur das Restrisiko übernehmen wollen. Irgendjemand muss indessen auch beginnen, und der Kanton wäre eigentlich ein Player, der das tun könnte. Inzwischen hat sich jedoch die finanzielle Situation dahingehend verändert, dass nur noch ein kleiner Betrag – konkret geht es um

465 000 Franken – per 30 März nicht gedeckt ist, und das ist die erfreuliche Nachricht. Das heisst, es ist nur noch eine kleine Restfinanzierung, die dem entspricht, was in der Motion gefordert wird. Ich komme zum Schluss: Inzwischen liegt die Baubewilligung vor. Und mit der Umwandlung von Ziffer 2 in ein Postulat würde es möglich, die Diskussion noch einmal zu führen. Wir bitten den Rat, Ziffer 2 als Postulat zu unterstützen. Bei Ziffer 1 sind wir mit der Abschreibung einverstanden. Wir hoffen, auf diese Weise einen Schritt zu machen, um den Umbau des Geburtshauses doch noch zu ermöglichen.

Le président. Wünscht eine der Mitmotionärinnen ebenfalls das Wort? – Das ist nicht der Fall. Damit kommen wir zu den Fraktionserklärungen.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Grossrätin Imboden hat das Projekt sehr umfangreich beschrieben, und die Antwort des Regierungsrats ist ziemlich klar. Dennoch gibt die BDP ein Statement ab. Artikel 70 SpVG sieht die Möglichkeit von Beiträgen für Rekonstruktionen von Listenspitälern und Listengeburtshäusern vor. Mit diesem Artikel stellt der Gesetzgeber die Listenspitäler und die Listengeburtshäuser auf dieselbe Ebene und macht die Geburten, ob sie im Spital oder im Geburtshaus stattfinden, gleichwertig. Ebenso werden die Beitragsarten von Bürgschaften, verzinslichen Darlehen und Abgeltungen für beide Häuser identisch gehandhabt. Weiter sind die Voraussetzungen, die erfüllt werden müssen, um die Beiträge zu erhalten, klar definiert und sowohl für Listenspitäler wie auch für Listengeburtshäuser gleich. Meines Wissens gab es in der Diskussion zu dieser Gleichstellung innerhalb des Spitalversorgungsgesetzes keine Opposition gegen die identische Auflistung in Artikel 70. Ganz klar ist auch die Zuständigkeit für die Ausrichtung dieser Beiträge: Zuständig ist die GEF. Bei Darlehen regelt der Regierungsrat die Verzinsung und die Rückerstattung durch eine Verordnung.

In der vorliegenden Motion geht es demnach um ein Geschäft, das die GEF und die Gesuchsteller betrifft und eigentlich nicht den Grossen Rat. Das ist auch die Meinung der BDP-Fraktion. Die Situation ist vermutlich entstanden, weil seitens der Gesuchsteller aus meiner Sicht einerseits Fehler gemacht wurden – vielleicht war es auch Unwissen – und weil seitens der GEF wohl nicht so informiert wurde, dass eine gemeinsame Lösung hätte gefunden werden können. Die Verfügung der GEF – die Beiträge werden mittels Verfügung gesprochen – mit dem Entscheid, dass keine finanziellen Mittel gemäss SpVG gesprochen werden können, hätte vermutlich von den Verantwortlichen des Geburtshauses mittels Rechtsmittelbelehrung angefochten werden müssen. Dafür hat man 30 Tage Zeit. Die GEF ihrerseits hätte bei der Begründung der Ablehnung des Gesuchs dem Geburtshaus die Bedingungen mitteilen sollen, die erfüllt werden müssen, damit die GEF einen Beitrag sprechen könnte. Zum Beispiel: Wenn noch 300 000 Franken zusätzlich vorhanden wären, könnte die GEF die 100 000 Franken sprechen. Da beides, wie wir im Nachhinein feststellten, nicht gemacht wurde, kann aus Sicht der BDP nun nicht der Grosse Rat entgegenwirken. Die finanzielle Situation des Geburtshauses hat sich inzwischen jedoch verbessert, wie Grossrätin Imboden vorhin ausgeführt hat. Das heisst, dass doch mehr Geld zusammenkam, als bei der Eingabe des Gesuchs angerechnet wurde. Es wäre jetzt das Beste, wenn sich die Betreiberinnen mit den Verantwortlichen der GEF treffen würden, damit die ganze Sachlage noch einmal neu beurteilt werden kann. Unter den gegebenen Umständen ergibt sich vielleicht eine Lösung, und ein neues Gesuch mit den neuen Fakten könnte neu beurteilt werden.

Die BDP hilft, Ziffer 2 als Postulat zu überweisen, wenn auch nicht einstimmig. Bei Ziffer 1 findet sich innerhalb der BDP eine knappe Mehrheit, die sich der Meinung – Annahme und gleichzeitige Abschreibung – anschliesst. Die BDP schätzt die Wahlfreiheit für Gebärende: Sie sollen zwischen einer Geburt im Spital und einer solchen im Geburtshaus wählen können. Wir möchten aber dennoch, dass die Kompetenz ganz klar auch weiterhin in der GEF bleibt. Dadurch, dass wir das Postulat unterstützen, möchten wir zwar eine nochmalige Prüfung. Wir wollen jedoch kein Präjudiz für weitere Institutionen schaffen.

Le vice-président Carlos Reinhard prend la direction des délibérations.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Ich habe Grossrätin Luginbühl sehr gerne zugehört: Erstens hat sie die Sachlage sehr gut zusammengefasst und zweitens freut mich der Schluss, zu dem die BDP-Fraktion kam. Auch von der grünen Fraktion erhält die Motion, die zum Teil in ein Postulat gewandelt wurde, die volle Unterstützung. Viele von uns kennen zum Teil aus persönlicher Erfahrung oder aus Erfahrungen im nahen Umfeld das Thema Geburt, entweder zu Hause, im

Geburtshaus oder auch die hebammengeleitete Geburt. Zu diesem Thema reichten wir ebenfalls schon mehrere Vorstösse ein. Hier geht es konkret um die Zukunft des einzigen Geburtshauses im Kanton Bern. Früher gab es mehrere. Das Geburtshaus heisst Luna, und deshalb erhielten die Ratsmitglieder nach dem Mittag einen sichelmondförmigen «Spitzbueb». Wenn wir der Motion zustimmen, erhalten wir zum Dank vielleicht einen Vollmond.

Das Bedürfnis, sich nach dem Gebären unter möglichst natürlichen Umständen und nicht einfach nur im Spital erholen zu können, wächst auch in der Schweiz kontinuierlich. In den letzten fünf Jahren hat sich im Geburtshaus in Biel die Zahl der Geburten beinahe verdreifacht. Notabene ist in Holland eine Hausgeburt selbstverständlich: Dort sind die Zahlen umgekehrt; Hausgeburten sind die Normalität. Und auch Holland vermehrt sich weiter. Das Geburtshaus Luna möchte allen Frauen und Paaren weiterhin als Ort, wo sie ihr Kind auf diese Weise ohne Spital zur Welt bringen können, zur Verfügung stehen. Der Standort in Ostermundigen wurde gefunden, das alte Haus wurde gekauft und die Finanzierung ist zu grossen Teilen gesichert. Es fehlen noch 465 000 Franken. Alle hier im Saal, die sowieso den ganzen Tag auf ihrem Computer «gfätterle», fordere ich auf, einmal die Website zu besuchen. Vielleicht geht es ihnen so wie mir gestern Abend: Man kann gar nicht anders als am Crowdfunding teilnehmen. Dann wären es heute Abend vielleicht noch einmal ein paar Hundert Franken weniger, die fehlen. Die grüne Fraktion nimmt die Motion und selbstverständlich auch Ziffer 2, die nun in ein Postulat gewandelt wurde, an. In dem Sinn, wie es Grossrätin Luginbühl vorhin formulierte, bitten wir das Geburtshaus und die GEF, noch einmal aufeinander zuzugehen und noch einmal einen Anlauf zu nehmen, damit die Finanzierung unterstützt werden kann.

Annette Toggwiler-Bumann, Ostermundigen (pvl). Eine Geburt ist das einzige Blind Date, bei dem man auf jeden Fall die Liebe des Lebens trifft. Das ist so. Nichtsdestotrotz verabschiedete der Grosse Rat das Spitalversorgungsgesetz. Mit Erstaunen nehmen wir nun zur Kenntnis, dass die rechtsstaatlich möglichen Mittel, um gegen den Entscheid der GEF Einsprache zu erheben, nicht in Anspruch genommen wurden. Dies nun über den Grossen Rat zu versuchen, ist rechtlich nicht zulässig und fragwürdig. Wir werden auch das Postulat nicht unterstützen können.

Reto Müller, Langenthal (PS). Liebe Frauen und subsidiär betroffene Männer, immer dann, wenn die Politik nicht entscheiden will oder kann, kommen dieselben Argumente: systemfremd; Deckungslücke; drohendes finanzielles Risiko; Nichterfüllen aller Bedingungen oder, vor allem heute, dass man keine Zuständigkeit hat. Wenn man sich die Zeit nimmt, lohnt es sich manchmal dennoch, nicht nur hinter dem Computer zu sitzen und etwas einzugeben, sondern auch aus dem Schützengraben der Paragraphen – im vorliegenden Fall des Spitalversorgungsgesetzes – etwas nach vorn zu schauen und sich zu fragen, worum es eigentlich geht. Wie richtigerweise gesagt wurde, gibt es im Kanton Bern derzeit ein einziges Geburtshaus. Auch wenn die GEF eine Bürgschaft oder gar einen Kredit für das Geburtshaus Luna in Ostermundigen sprechen würde, würden im Kanton Bern nicht x weitere Geburtshäuser aus dem Boden schießen. Die GEF kann ein Listenspital oder ein Listengeburtshaus unterstützen, unter anderem, wenn es versorgungsnotwendig ist. Man kann nun durchaus sagen, dass die Spitäler in diesem Bereich die Versorgung abdecken. Viele Frauen wollen jedoch für eine Geburt nicht ein Krankenhaus aufsuchen. Sie fühlen sich nämlich nicht krank und wollen in einem Geburtshaus gebären. Das kenne ich aus persönlicher Erfahrung. Die Nachfrage nach Geburten im Geburtshaus Luna stieg stetig. Aus meiner Sicht ist mindestens ein Geburtshaus für den Kanton Bern zwingend versorgungsnotwendig. Ohne Rückfragen und ohne das Wissen seitens der GEF, dass die Deckungslücke finanziell mittlerweile geschlossen werden konnte, kam letztlich der negative Entscheid für das Gesuch. Als ich mir die Geschichte der Gesucheingabe im September 2015 anhörte, dachte ich mir bereits, dass die Initiantinnen besser in einen guten, GEF-erfahrenen Anwalt oder Notar investiert und ihn mit der ganzen Abwicklung beauftragt hätten. Es wäre zwar teurer zu stehen gekommen, aber unter Umständen wäre je nach Begründung die gesamte Deckungslücke übernommen worden.

Im Moment pumpt die Gesellschaft mit den Krankenkassenbeiträgen und mit Bankkrediten Milliarden in das Gesundheitssystem. Die PWC-Studie, die den Ratsmitgliedern bekannt ist und die auch schon zu Artikeln in den Tageszeitungen führte, äussert sich deutlich zur Situation: «Aufgrund eines Überangebots an Kapital erneuern viele Schweizer Spitäler die Infrastruktur rege.» Die Frage, ob hier das finanzielle Risiko für den Kanton als Hauptaktionär der Spitäler wirklich geringer ist als beim verhältnismässig winzigen Geburtshaus, scheint uns etwas unverhältnismässig. Es geht um

500 000 Franken. Das finanzielle Risiko wird die Zukunft weisen. Wahrscheinlich könnte man mit dieser Summe bei einem Spital höchstens einen Veloständer erstellen.

Werte Kolleginnen und Kollegen, die SP-JUSO-PSA-Fraktion nimmt zur Kenntnis, dass weder der Grosse Rat noch der Regierungsrat zuständig sind. Es gibt deshalb einen kleinen Kreis, welcher den Argumenten Folge leistet, die hier genannt wurden, und sowohl die Motion wie auch das Postulat ablehnt. Ein grosser Teil der Fraktion ist jedoch der Meinung, dass man diese Idee unterstützen soll und dass es den politischen Mut braucht, um mit dem Postulat einen Neuanfang für das Geburtshaus Luna in Ostermundigen zu machen; oder, wie ein Fraktionsmitglied sagte – ich sage nicht, welche Meret es war: «Wir müssen halt wieder einmal Eierstöcke haben, um das politische Zeichen für die Unterstützung dieser Frauen auszusenden!» Ich bedanke mich für die Kenntnisnahme. Klatschen Sie bitte nicht, denn das ist ebenfalls eine Stellungnahme, die im Grossen Rat unerwünscht ist.

Christine Schnegg, Lyss (PEV). Ich sage es gleich am Anfang: Die EVP-Fraktion ist sich bewusst, dass bei der Forderung des nun verbleibenden Postulats in Ziffer 2 das Eingreifen in den operativen Bereich der GEF am Regierungsrat vorbei etwas Guerillamässiges an sich hat. Unseres Erachtens darf es in diesem besonderen Fall aber so sein – vor allem auch deshalb, weil die Motion die Nummer 007 trägt. Die natürliche, möglichst invasivfreie Geburt hat in unserer Fraktion einen sehr hohen Stellenwert. Mir persönlich tat es weh, als bereits das Geburtshaus in Oberburg schliessen musste. Ich möchte klar festhalten, dass es ein Ding der Unmöglichkeit ist, Geburtshäuser kostendeckend zu unterhalten oder kostendeckend zu arbeiten, wenn man für die Leistungen ständig zu wenig Geld erhält. Es tat mir auch weh, dass die innovative Geburtshilfe in Riggisberg aus Kostengründen verschwand. Es darf nicht sein, dass jetzt auch noch die Erweiterung und die Modernisierung des Geburtshauses Luna, das notabene ein Listengeburtshaus ist, infrage gestellt ist. Wir wissen, dass es in den letzten Jahren gerne Rückstellungen für das Bauvorhaben gemacht hätte. Das ist jedoch an den zu tiefen Tarifen gescheitert, wie ich vorhin ausführte. Laut Spitalversorgungsgesetz gibt es Möglichkeiten für Bürgschaften, Darlehen oder Investitionsbeiträge an Bauprojekte in der Spitallandschaft. Wir sind uns bewusst, dass es in der GEF natürlich interne Verordnungen und Reglemente gibt, die klar definieren, was beim Einreichen eines Gesuchs alles erfüllt sein muss, und dass das Gesuch angelehnt werden musste, weil es eine Finanzierungslücke gab. Genauso wichtig ist aber, dass sich dies inzwischen geändert hat: Die Finanzierungslücke ist geschlossen. Es liegt jetzt nur noch am Beitrag des Kantons, ob der Umbau finanziert werden kann oder nicht.

Die Fraktion EVP bittet den Regierungsrat eindringlich, im Gespräch mit dem Spitalamt auf den negativen Entscheid zurückzukommen und die aktuellen Fakten neu zu prüfen, und das bitte möglichst schnell, damit das Bauvorhaben nicht gefährdet ist. Die hebammengeleitete Geburt ist ein Modell, das betreffend Effektivität und – ganz wichtig – betreffend Kosten, aber auch betreffend Sicherheit und frauenzentrierter Betreuung in unserem Sinn im Kanton Bern eine Zukunft verdient. Ob das Modell eine Zukunft hat, ist aus unserer Sicht ein politischer Entscheid. Deshalb, liebe Kolleginnen und Kollegen, bittet Sie die Fraktion EVP, Ziffer 2 als Postulat anzunehmen. Selbstverständlich unterstützen wir auch Ziffer 1 im Sinn des Regierungsrats: Annahme und Abschreibung.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Es handelt sich hier um eine Richtlinienmotion. Die Forderung von Ziffer 1, Vorgaben und gesetzliche Grundlagen zu schaffen, ist im Grunde genommen in Artikel 70 ff. SpVG geregelt. Unter bestimmten Voraussetzungen ist das möglich. Dieser Ziffer und auch der Abschreibung können wir zustimmen. Die Diskussionen zu Ziffer 2 waren hingegen etwas grösser. Ich habe nachgesehen: Im Kanton Bern gibt es rund 9730 Geburten pro Jahr oder 26 pro Tag. Konkret sprechen wir hier von einer Investitionshilfe von 500 000 Franken für das Geburtshaus Luna. Ich bin selbst Vater von 4 Kindern, deren Geburten zwar schon eine Weile her sind; ich hatte sie jedoch aus nächster Nähe miterlebt; vielleicht, wie Grossrat Reto Müller sagte, subsidiär. Die erste Geburt wurde durch eine Hebamme begleitet. Bei der zweiten Geburt waren es Drillinge; Dort brauchten wir ein ganzes Ärzteteam. Meines Erachtens haben Geburtshäuser aber auch in der heutigen Zeit ihre Legitimität, auch wenn man manchmal fast das Gefühl hat, eine Schwangerschaft sei eine schwere Krankheit. Ich rege mich immer wieder auf, wenn ich entsprechende Diskussionen höre, dabei ist eine Geburt etwas vom Natürlichsten und die Grundlage unserer Zukunft. Ich denke, dass eine Frau selten robuster und lebensstärker ist, als wenn sie schwanger ist.

Nun konkret zum Geburtshaus Luna: Der Regierungsrat lehnt die Forderung mit der Begründung

ab, dass bei der ersten Anfrage nicht alle Vorgaben erfüllt waren und dass es für den Kanton ein finanzielles Risiko wäre. Die fehlenden Vorgaben könnten aus unserer Sicht eigentlich noch nachgereicht werden. Aber darauf komme ich später zurück. Das finanzielle Risiko von 500 000 Franken für den Kanton scheint mir doch etwas übertrieben. Es ist jedoch nicht ganz unbegründet, denn dadurch könnten Begehrlichkeiten bei anderen Geburtshäusern ausgelöst werden. Letztlich müsste man alle gleich behandeln. Es steht auch, die Finanzierung über Spittarife sei provisorisch und zu tief; man habe keine Rückstellungen vornehmen können. Die Spittarife können wir nicht beeinflussen, also muss man irgendwie damit zurechtkommen. Wenn man keine Rückstellungen machen konnte, wird man aus meiner Sicht auch keine Rückstellungen für künftig notwendige Reparaturen machen können. Dann wird es schwierig. Wenn man nun 500 000 Franken sprechen würde, befürchten wir, dass in einigen Jahren, wenn die ersten Reparaturen anfallen, erneut Forderungen gestellt werden. Das war ein Stück weit unser Problem, als wir das Geschäft in der Fraktion behandelten. Die Fachleute sagen übrigens auch, dass es 1000 Geburten pro Jahr braucht, damit es rentabel sei. Das ist eine sehr hohe Zahl für ein solches Haus, nämlich 2,7 Geburten pro Tag. Andererseits werden in den Spitälern und Geburtshäusern teilweise Eingriffe vorgenommen werden, die eigentlich nicht nötig wären, nur um die Rentabilität des Betriebs zu steigern. Das darf definitiv nicht sein. Eigentlich ist für mich klar, dass Geburtshäuser günstiger arbeiten können sollten als Spitäler; dann haben sie auch ihre Legitimität. Das Fazit aus diesen Punkten: Das Geschäft hat wie die meisten politischen Geschäfte zwei Seiten. Bei einer Motion hätte unsere Fraktion Ziffer 2 aufgrund der Befürchtung, dass später Nachforderungen gestellt werden, grossmehrheitlich abgelehnt. Einem Postulat werden mehr Fraktionsmitglieder zustimmen. Ich will mich nicht auf eine Zahl festlegen, denn es gab diverse Diskussionen. Aber das Postulat könnte man, wenn die Vorgaben nun erfüllt werden, unterstützen. Von daher Annahme und Abschreibung von Ziffer 1 und wahrscheinlich mehrheitliche Unterstützung von Ziffer 2 als Postulat.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (PLR). Geburtshäuser leisten zweifellos einen wichtigen Beitrag in der medizinischen Versorgung. Dort sind professionelle Hebammen am Werk, und ich bin davon überzeugt, dass es auch kostengünstig ist. Und das ist gut so. Es ist klar, dass ein Bedarf besteht. Das Geburtshaus Luna hat das bewiesen. Das ist auch der Grund, weshalb das Geburtshaus Luna als stationäre Leistungserbringerin gemäss Krankenversicherungsgesetz auf der Spitalliste des Kantons Bern ist, wie einleitend gesagt wurde. Seine Leistungen sind deshalb anerkannte Pflichtleistungen. Die Infrastruktur ist effektiv veraltet, man muss etwas unternehmen. Die Kapazität reicht nicht aus; das zeigt auch die Nachfrage. Man muss für das Geburtshaus demnach eine Realisierungsmöglichkeit finden.

Zu den Forderungen: Bei Ziffer 1 ist die FDP wie der Regierungsrat der Meinung, dass die Forderungen durch das Spitalversorgungsgesetz bereits erfüllt sind. Eine finanzielle Unterstützung ist möglich; dafür müssen jedoch gewisse Voraussetzungen erfüllt sein. Die FDP teilt die Meinung des Regierungsrats: Ziffer 1 kann man annehmen und gleichzeitig abschreiben. Damit bleibt Ziffer 2, der wichtigste Punkt. Das Gesuch war offenbar nicht komplett. Deswegen musste es die GEF ablehnen. Zuständig ist weder der Grosse Rat noch der Regierungsrat, sondern eben die GEF. In der Antwort des Regierungsrats steht, dass das Gesuch zum Zeitpunkt der Beurteilung den gesetzlichen Vorgaben nicht entsprochen habe. Man wird aber sicher eine Lösung finden. Wir halten es nicht für sinnvoll, Ziffer 2 nun in ein Postulat zu wandeln, denn es braucht noch einmal ein Gespräch mit dem Gesundheitsdirektor oder mit dem Team der GEF. Das Problem kann man sicher lösen, denn das Delta ist nicht mehr gross. Man muss und wird eine Lösung finden. Ein Postulat bringt aber wenig. Es müssen sich sowieso alle noch einmal zusammensetzen. Ich bin überzeugt, dass dabei eine Lösung gefunden wird und dass das Geburtshaus eine Zukunft hat. Es muss eine Zukunft haben. Aber setzen Sie sich doch noch einmal zusammen! Man kann doch eine Lösung finden.

Le président Marc Jost reprend la direction des délibérations.

Daniel Beutler, Gwatt (UDF). Die EDU-Fraktion hat sehr grosse Sympathien für die Geburtshäuser. Einer meiner älteren Söhne kam zu Hause auf die Welt; die Hausgeburt entwickelte sich dramatisch. Und ich kann an dieser Stelle sagen: Eine sehr erfahrene Hebamme rettete sein Leben und nicht der Arzt, der danebenstand. Eine Geburt ist ein natürlicher Vorgang. Eine Mehrheit der Frauen braucht dafür kein Spital. Ein Geburtshaus ist eine gute Alternative. Unseres Erachtens

funktioniert das Konzept gerade des Geburtshauses Luna: Es ist tiptopp aufgegleist. Wie Grossrätin Schnegg ausführte, sind die Tarife ein Problem. Das spielt sich im Low-Risk-Bereich ab, in dem Leute behandelt werden, die nicht so krank sind wie diejenigen im Spital. Dieses Problem müsste man einmal diskutieren. Ich selbst weiss nicht, wie man es lösen kann.

Über Ziffer 2 diskutierten wir ausführlich. Einerseits möchten wir vermeiden, dass falsche Signale gesetzt werden und dass, wie gesagt wurde, all jene, die irgendein Häuschen eröffnen möchten, die hohle Hand machen. Andererseits werden im Gesundheitswesen Millionen für dümmere Sachen «verlochet». Ich schliesse mich meinem Vorredner Grossrat Kohler an: Es lässt sich sicher eine Lösung finden. In dem Sinn unterstützt die EDU-Fraktion Ziffer 2 als Postulat.

Le président. Damit kommen wir zu den Einzelvoten.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenbourg (PS). Nach der Schliessung der Geburtsabteilung des Spitals Riggisberg stand im Raum, dass dieses Angebot anderswo bereitgestellt werden soll. Beim Geburtshaus handelt es sich zwar nicht um ein Spital, aber es geht ebenfalls um eine Alternative beim Gebären und um eine gewisse Wahlfreiheit, wie bereits gesagt wurde. Wir sprechen hier vom einzigen Angebot dieser Art im Kanton Bern. Die Nachfrage ist gross, und von einem Überangebot an Geburtshäusern kann nicht die Rede sein. Das scheint mir wichtig. Dies ganz im Gegensatz zu anderen Spitalleistungen in der Stadt Bern, wo tatsächlich ein Überangebot besteht. Und bitte keine falschen Ängste, liebe Grossrätinnen und Grossräte: Trotz einer Unterstützung unsererseits ist nicht davon auszugehen, dass plötzlich Tausende von Anfragen potenzieller Geburtshäuser hereinschneien. Die Leistungen der Geburtshäuser werden zwar auch mit Fallpauschalen abgegolten, allerdings kommt es bei den Geburten wesentlich weniger oft zu Kaiserschnittgeburten, die um einiges teurer sind.

Wie die Motionärin glaubwürdig erläutern konnte, ist die Finanzierung jetzt keine unsichere Komponente mehr: Ein grosser Teil ist durch die Crowdfunding-Gelder gesichert. Und ich muss zugeben, dass dies eine anerkennenswerte Leistung ist. Wenn wir diesen Vorstoss nicht überweisen und die Investition verweigern, wird das einzigartige, für den Kanton Bern wertvolle Projekt massiv zurückgeworfen und sein Start verzögert. Viele werdende Mütter warten darauf, dass ein solches Angebot wieder zentral in der Nähe von Bern eingerichtet werden kann. Im Sinn eines Service public für diese Geburtsvariante, die zentral angeboten werden soll, und ebenfalls im Sinn des finanziell gut geplanten Projekts wollen wir die einmalige Investition, die sich in einem überschaubaren und begrenzten Rahmen bewegt, hier und heute doch nicht verhindern. Helfen Sie mit, Ziffer 2 des Vorstosses zu überweisen.

Anne Speiser-Niess, Zweisimmen (UDC). Ziffer 1 dieser Motion, mit der die Vorgaben und die gesetzlichen Grundlagen angepasst werden sollen, ist sehr wichtig, damit Neugründungen oder Modernisierungsschritte von Geburtshäusern im Kanton Bern zeitgerecht erledigt werden können. Wir haben allerdings gehört, dass diese Grundlagen eigentlich gegeben sind und dass der Regierungsrat Ziffer 1 daher annehmen und gleichzeitig abschreiben will. Zu Ziffer 2 dieser Motion wurde sehr viel gesagt. Grossrätin Imboden erklärte das Ganze ausführlich, legte auch die gesetzlichen Möglichkeiten dar und stellte die finanzielle Situation dar. Ich möchte an dieser Stelle aber auch Grossrat Reto Müller für seine Ausführungen herzlich danken, die klar aufzeigten, welche Möglichkeiten wir haben. Ich erlaube mir indessen, noch einmal zu erklären, warum wir im Kanton Bern Geburtshäuser brauchen.

Der Grosse Rat hatte seinerzeit einer Stärkung der hebammengeleiteten Geburtshilfe zugestimmt. Ergänzungen zu den Geburtsmöglichkeiten in den Spitälern sind ein Bedürfnis, dem man im Grunde genommen nachkommen will. Warum braucht es Geburtshäuser? Weshalb ist die Nachfrage nach Plätzen in den Geburtshäusern, um gebären zu können, steigend? Sie sind eine Alternative zu den sehr oft überfüllten Geburtsstationen. Es ist aber auch das Bedürfnis von werdenden Müttern, einen Schonraum und eine intime Atmosphäre zu haben, um das neue Leben zur Welt zu bringen, und eine persönliche Betreuung zu erhalten. Zudem ist dies eine Alternative zu den allzu oft verökonomisierten Geburtsstationen im Kanton Bern. Das Geburtshaus Luna hat bewiesen, dass man es braucht, dass ein Bedarf vorhanden ist, dass es funktioniert und dass es ganz klar in der Lage ist, eine Lücke zu füllen, die gefüllt werden muss, damit den Frauen dort Gerechtigkeit widerfährt. Das Bedürfnis nach Geburtshäusern besteht bekanntlich auch in unserer Region, weil wir ganz andere Voraussetzungen haben, um die nächste Geburtsstation aufzusuchen. Ich ermutige den Grossen Rat, Ziffer 1 anzunehmen und abzuschreiben und Ziffer 2 auch als Postulat

anzunehmen, obwohl ich sie lieber als Motion überwiesen hätte. Ich hoffe, dass sich die einen oder anderen noch einen Ruck geben, über den eigenen Schatten springen und zustimmen.

Patrick Freudiger, Langenthal (UDC). Vorhin war die Rede von den subsidiär betroffenen Männern. Ich bin dezidiert der Überzeugung, dass die Frage der Geburtshäuser und der hebammengeleiteten Geburt nicht nur ein Frauenthema, ein «Eingeschlechterthema» ist. Ich bin der Auffassung, dass eine hebammengeleitete Geburt nicht nur unter Berücksichtigung des positiven Geburtserlebnisses, sondern auch aus ökonomischen Gründen etwas Gutes ist und dass es in unserem Interesse liegt, sie zu fördern. Namentlich auch aufgrund von Forschungsergebnissen ist anerkannt, dass das hebammengeleitete, hebammenbetreute Geburtserlebnis weniger medikalisiert verläuft und dass dabei möglicherweise etwas weniger zum Instrument des Kaiserschnitts gegriffen wird. Die natürliche, hebammengeleitete Geburt muss etwas sein, das uns am Herzen liegt und durch uns gefördert wird. Der Grosse Rat anerkannte dies im Grundsatz auch immer wieder. In Artikel 73 ff. SpVG wurde bei der Unterstützung, der Bürgschaft und beim Darlehen stets beides, die Spitäler und die Geburtshäuser, erwähnt. Die Motion Imboden, M 126-2013 «Hebammengeleitete Geburtshilfe im Kanton Bern», wurde überwiesen. Die Regierung beantragt auch hier, Ziffer 1 anzunehmen und abzuschreiben. Wenn es um den Grundsatz geht, ist man immer dafür, Geburtshäuser und Hebammen zu fördern. Deshalb kann es doch wohl nicht sein, dass man genau dann, wenn es einmal konkret wird, «Stopp» sagen würde. Das wäre inkonsequent und wäre ein falsches Zeichen.

Das Team des Geburtshauses Luna ist sehr motiviert: Es ist heute hier und hört uns aufmerksam zu. Die Finanzierungslücke, die erwähnt wurde, besteht so heute nicht mehr. Das konnte man von verschiedener Seite hören. Ebenso konnte man vernehmen, dass im Verfahren der eine oder andere Fehler gemacht wurde, namentlich auch von behördlicher Seite. Wenn von behördlicher Seite Fehler gemacht werden, darf es eben gerade nicht sein, dass die Betroffenen – in diesem Fall das Geburtshaus Luna – darunter leiden müssen. Grossrat Kohler sagte vorhin richtig: Es ist an der Zeit, dass die Parteien noch einmal miteinander reden. Genau deswegen braucht es die Motion oder zumindest das Postulat. Damit kann der nötige Druck aufgesetzt werden, sodass man seitens der Behörden bereit und entsprechend angehalten ist, das Gespräch mit dem Geburtshaus Luna zu führen. Ich bitte den Rat, Ziffer 1 und Ziffer 2 zu unterstützen.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). In dieser Diskussion geht es nicht darum, ob wir Geburtshäuser wollen oder nicht. Das ist längst entschieden. Das hat der Grosse Rat mehr oder weniger einstimmig beim Spitalversorgungsgesetz festgelegt. Niemand soll hier behaupten, man sei gegen Geburtshäuser, wenn man gegen die Motion ist. Darum geht es nicht. Ich fühle mich gelegentlich als Hüterin des Spitalversorgungsgesetzes, weil ich damals die vorberatende Kommission leiten durfte. Kolleginnen und Kollegen, man kann die Spielregeln jederzeit ändern – aber dann bitte so, wie wir es vereinbart haben. Dann sagen wir nämlich, dass wir Artikel 71 ändern wollen. Ich nenne noch einmal den Punkt, aufgrund dessen nach meinen Recherchen die GEF nein sagen musste. Die aufgeführten fünf Buchstaben müssen kumulativ vorhanden sein, damit Geld gegeben werden kann. Buchstabe e besagt, dass man Geld gibt, wenn die Finanzierung der Restrukturierung langfristig, mindestens aber für 6 Jahre, gesichert erscheint. Zum Zeitpunkt, als das Gesuch eingereicht wurde, wurde dieses Kriterium nicht erfüllt. Ich muss Ihnen sagen: Der ganze Verein und die Struktur haben professionelle Anwälte, die sich einsetzen. Wenn das heute anders ist und man sieht, dass die Finanzen dieses wichtigen Geburtshauses so sind, dass auch Buchstabe e erfüllt ist, macht jeder Anwalt, der sich Anwalt nennen darf, nur eines: Er reicht ein neues Gesuch ein, setzt sich mit der GEF zusammen und hat nachher das Geld. Ich bin nicht bereit, hier eine romantische sozialpolitische Diskussion zu führen, bei der gesagt wird, es gehe darum, ob man für oder gegen die Geburtshäuser sei. Auch die glp steht vollumfänglich hinter den Geburtshäusern. Wenn wir aber beginnen, nach Gutdünken den einen Geld zu geben und den andern nicht, sind die nächsten Spitäler, die finden, sie könnten ebenfalls Forderungen stellen, bereits im Anmarsch. Damit hätten wir keine Rechtssicherheit mehr, und dann hätten wir ein Problem.

Weshalb darf Ziffer 2 nicht als Postulat überwiesen werden? Weil sie 500 000 Franken verlangt. Wenn das Geburtshaus heute zum Glück schon mehr Geld hat, brauchen wir nicht mehr 500 000 Franken. Dann ist auch dem Spitalamt klar, dass man unter den neuen Prämissen ein neues Gesuch neu prüft. So, wie die GEF funktioniert, bin ich davon überzeugt, dass es unseren politischen Druck nicht braucht. Aus meiner Sicht ist es ein relativ schwieriges Zeichen, wenn wir Postulate überweisen, weil es gerade praktisch ist. Aber eigentlich geht es nicht um

500 000 Franken, sondern um ein schnell eingereichtes neues Gesuch. Ich bin überzeugt, dass dieses sauber behandelt und darüber entschieden wird. Das ist die Art und Weise, wie ich politisiere. Ich nehme ein Gesetz ernst, unabhängig davon, ob es um ein Geburtshaus, um ein Regionalspital oder um das Inselspital geht. Sie alle haben demselben Gesetz zu folgen.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Die Geburtshäuser sind durchaus ein emotionales Thema. Als Vater, der zwei Kinder in einem Geburtshaus in die Arme nehmen durfte, ist es mir auch ein persönliches Anliegen, hier vorn das Wort zu ergreifen. Vorhin hat die Hüterin des Spitalversorgungsgesetzes gesprochen. Wir müssen jedoch pragmatische Lösungen suchen. In dem Sinn können wir es ganz klar eingrenzen. Wir sprechen hier über Geburtshäuser, und wenn wir etwas entscheiden, würde dies nicht für das Regionalspital gelten. Man kann die Materialien auch noch entsprechend ergänzen. Wir brauchen Geburtshäuser im Kanton Bern. Meine Frau und ich mussten in den Kanton Luzern ausweichen, weil es in unserer Region kein Geburtshaus gab. Ich bedaure, dass es nicht mehr Geburtshäuser gibt, und möchte allen Müttern und Vätern ermöglichen, die Geburt in einem Geburtshaus zu erleben. Ich musste wegen eines medizinisch notwendigen Kaiserschnitts eine Nacht in einem Spital verbringen: Es war eine der schlimmeren Nächte, die ich je erlebte – im Vergleich zum Geburtshaus. Dort ist es viel ruhiger und man ist auch als Vater viel besser aufgehoben, weil es völlig normal ist, dass der Vater bei der Geburt dabei ist. Im Spital wird seltsamerweise versucht, einem als Vater ein zweites Bett ins Zimmer zu stellen. Fachlich wurde schon viel gesagt. Auch Grossrat Freudiger hat es vorhin ausgeführt: Es gibt in der Tat auch fachliche Gründe, um zu diesem Vorstoss ja zu sagen. Insbesondere ist es doch ein Vorstoss zu den Geburtshäusern; fällen wir also einen pragmatischen Entscheid, unterstützen wir diesen Vorstoss und lassen wir über dem Luna die Sonne aufgehen.

Ursula Zybach, Spiez (PS). Den Hebammen und Geschäftsführenden des Geburtshauses Luna auf der Tribüne möchte ich ein grosses Kompliment aussprechen. Sie leisten im Kanton Bern eine enorme und gute Arbeit. Ich empfehle den Ratsmitgliedern, wirklich einmal die Internetseite www.geburtshauslunabern.ch zu besuchen. Ich tat dies das erste Mal, als ich gefragt wurde, ob wir bereit wären, eine Motion einzureichen und dafür zu kämpfen, und ich gebe zu: Mich überraschte die Professionalität dieser Website. Ich hatte sie mir handgestrickter vorgestellt. Hinter dem Geburtshaus steckt jedoch ein Businessplan, an dem sich einige ein Beispiel nehmen könnten. Ich möchte ebenfalls beliebt machen, beim Crowdfunding mitzumachen. Aus meiner Sicht wurde damit eine gute Sache gestartet. Zudem bitte ich den Rat eindringlich, unbedingt den ersten Teil der Motion zu überweisen. Was den zweiten Teil betrifft, über den wir länger diskutierten, ist klar, dass ein Gesuch erforderlich sein wird. Dass die Antwort auf veralteten Gesuchsunterlagen basiert und man nicht noch einmal prüfte, wo das Geburtshaus in dem Moment stand, löste ein Stück weit auch Irritation aus. Es hätte einiges zur Klärung beigetragen, wenn man die Antwort aufgrund der neuen Zahlen verfasst hätte. Es macht Sinn, hier ein Postulat zu überweisen, um der Regierung wirklich einen Prüfungsauftrag zu geben und etwas Druck aufzusetzen. Die beiden Parteien werden gemeinsam sicher eine gute Lösung finden. In dem Sinn hoffe ich auf ein Ja zum Postulat.

Philippe Perrenoud, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. D'abord une petite remarque. Quand le législateur fédéral a rendu possible que les maisons de naissance soient des équivalences sur les listes hospitalières, le canton de Berne a été l'un des premiers cantons, si ce n'est le premier canton, qui a mis les maisons de naissance sur sa liste hospitalière, parce que j'étais convaincu que c'était une prestation intéressante pour le canton de Berne. J'ai été déçu et triste de constater que les maisons de naissance ont fermé l'une après l'autre, et la dernière qui nous reste dans le canton de Berne, c'est Luna. Ce que je constate, c'est que Luna est dans la région de Bienne actuellement, et qu'à Bienne il y a un problème de volume. Je crois que le problème n'est pas forcément que moi et ma Direction n'étaiement pas pour les maisons de naissance, un problème est que les femmes ne sollicitent pas assez ces maisons de naissance dans le canton de Berne, elles ne sont pas assez informées. Peut-être cette motion peut-elle permettre de mieux informer que les maisons de naissance existent et que maintenant le déménagement se fait du côté de Berne. Ensuite, comme la motion est posée ici, on est dans du pur légal, et il faut savoir que moi j'ai un Contrôle des finances dans le dos qui vérifie chaque virgule que je dépense au nom du contribuable, et que je dois m'en tenir aux règles strictes. J'ai été très wohlwollend avec Mme Clauss qui est assise là-haut pour dire que oui je suis prêt à vérifier, j'ai fait trois fois le tour autour de la Direction des finances pour demander si c'est possible ou non. Non, ce n'est pas possible

parce qu'il manque quelque chose, et c'est ce que l'on a écrit dans la réponse du gouvernement. Au moment de la demande, il existait une lacune de financement.

Maintenant j'entends que cette lacune de financement n'existerait plus. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec Hans-Peter Kohler que l'on se mette ensemble pour discuter, car si c'est sympathique de discuter, cela ne sert à rien. Ce qu'il faut, ce sont des documents qui nous montrent comment cela se fait que ce qui manquait à l'époque joue maintenant, alors cela va passer, et le postulat peut nous permettre cela. Le gouvernement avait dit non à la motion parce que l'on allait au-delà de la possibilité législative, si maintenant le postulat nous demande de vérifier si l'on peut financer, parce qu'il y a une nouvelle situation de départ, alors allons-y et acceptons cela comme postulat.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Herzlichen Dank für die sehr engagierte Debatte. Es geht, wie mehrmals gesagt wurde, um Leben, aber auch um zentrale Fragen, die interessanterweise überparteilich diskutiert werden. Man kommt offenbar zu einem sehr ähnlichen Schluss. Ich möchte nur noch zwei Bemerkungen machen und beginne mit dem Votum von Grossrat Kohler, der sagte, es brauche eine Lösung. Meines Erachtens braucht es eine Lösung, die sowohl juristisch als auch politisch stimmt. Juristisch kann Artikel 70 Buchstabe e, der damals der Anstoss dafür war, dass es der Kanton ablehnte, neu beurteilt werden, denn die Finanzierungsgrundlagen und der Businessplan sehen anders aus. Von daher wird der Legalität Rechnung getragen, das ist ein wichtiger Aspekt. Es braucht aber auch ein klares Zeichen, das man eine Lösung will. Ich erinnere daran: Es geht um ein Postulat, und der Regierungsrat sagte, man sei bereit, das Ganze noch einmal zu prüfen. Ich möchte den Anwesenden mit auf den Weg geben, dass es in dem Sinn eine politische Geburtshilfe braucht, um eine Lösung zu finden. Das wäre sicher ein gutes Zeichen. Die Diskussion hat zudem gezeigt, dass die Anerkennung für das Team des Geburtshauses Luna sehr gross ist. Das ist ein gutes Zeichen für dieses Anliegen. Lassen Sie uns Grossrätinnen und Grossräte für einmal politische Geburtshelferinnen und Geburtshelfer sein; hier können alle mithelfen. Ich hoffe auf Ihre Unterstützung für das Postulat.

Le président. Wir stimmen ab, zuerst über Ziffer 1 als Motion bei gleichzeitiger Abschreibung. Wer Ziffer 1 der Motion annehmen und gleichzeitig abschreiben will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption et classement

Oui 144

Non 0

Abstentions 0

Le président. Der Rat hat Ziffer 1 einstimmig angenommen und gleichzeitig abgeschrieben. Bei Ziffer 2 stimmen wir über ein Postulat ab: Wer Ziffer 2 als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 120

Non 9

Abstentions 16

Le président. Der Rat hat Ziffer 2 als Postulat angenommen.

